

**Elections régionales et départementales :  
l'analyse du MPA**



**Communiqué de presse**

« Le MPA interprète avec une grande prudence les résultats des élections régionales et départementales des 20 et 27 juin. La certitude est qu'elles sont un échec pour la démocratie locale. En effet, « le droit des citoyens de participer à la gestion des affaires publiques fait partie des principes démocratiques » (Charte européenne de l'autonomie locale) ne prend son sens que s'il est utilisé, ce que les citoyens ont massivement refusé. Nous y voyons deux explications principales : la perte des traditionnels sentiments d'appartenance et l'absence d'offre politique compréhensible et attractive.

D'une part, la grande majorité des électeurs se défie des partis politiques et ne se sent plus appartenir à aucun d'eux, ce qui enlève la motivation naturelle de porter au pouvoir des représentants de son courant de pensée. La perte du sentiment d'appartenance à une communauté territoriale vient aggraver ce phénomène. La déstructuration de l'identité territoriale, évidente pour la région Grand Est, y explique en partie le haut niveau d'abstention ; la désaffection s'est même traduite par le comportement d'électeurs qui n'ont voté qu'au seul scrutin départemental. La reconfiguration des cantons, dont la plupart ne représentent plus rien pour les habitants, conjuguée à la bizarrerie de « binômes » souvent bicolores politiquement, perturbe l'image longtemps stable des départements.

D'autre part, cette perte d'identité politique et territoriale n'a pas été compensée par une offre attractive sur les politiques à mener par la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) et la Région. Tous nos interlocuteurs se sont plaints de ne « rien y comprendre » et de ne pas voir en quoi le vote pour telle ou telle autre pourrait avoir un impact sur leur situation, sur les services publics (collèges, lycées, TER, aides sociales) ou les équipements (routes). A cet égard, le MPA déplore que le premier Conseil de la CEA entre dans l'histoire à si faible bruit alors qu'on attendait de cette majorité l'affichage de politiques ambitieuses, tant dans les compétences classiques que dans les nouveaux pouvoirs, et une affirmation forte face à la région Grand Est, le tout légitimé par le vote populaire. De fait, seuls les écologistes, par leur seule dénomination, indiquaient des orientations sur le contenu des politiques.

Les élections régionales, n'ont pas été, comme l'aurait souhaité le MPA, l'occasion d'une évaluation de la gestion très controversée de la majorité sortante et encore moins d'un débat franc sur le maintien ou la dissolution du Grand Est et donc aussi du devenir de la CEA.

Selon le MPA il serait parfaitement erroné de considérer que les voix en faveur de la liste Rottner sont une acceptation du caractère irréversible du Grand Est, et aussi bien serait-il faux de compter tous les électeurs du RN comme des adversaires de cette Région. On pourrait, certes, faire remarquer que l'addition des voix RN et de Brigitte Klinkert fait à peu près jeu égal avec la liste précitée ; mais ce sont là pures spéculations car des considérations multiples, liées notamment aux enjeux nationaux de 2022, ont pesé sur le choix des électeurs.

Pour l'avenir le MPA a trois interrogations. La nouvelle majorité régionale, qui comporte des élus alsaciens qui étaient vigoureusement opposés à la gestion « grand'estienne » passée, va-t-elle infléchir cette politique et donner quelque réalité aux proclamations pompeuses sur la solidarité des Alsaciens, alors qu'elle n'était précédemment qu'une force de division ? Les élections nationales de 2022 offriront-elles une occasion de reposer explicitement la question de la réforme institutionnelle et de la transformation de la CEA en Région ? Les forces régionalistes alsaciennes sauront-elles, à l'avenir, mieux conjuguer leurs efforts pour mobiliser les citoyens et viser enfin le succès ? »

<https://mouvementpourlalsace.com/>

Voir aussi les analyses d'ICA et du CPA  
sur [www.ami-hebdo.com](http://www.ami-hebdo.com)

# Signalétique bilingue : prendre enfin la bonne direction

Président de l'association Sprochpolitik - Langue alsacienne, **Thierry Kranzer** a mené l'enquête **sur les panneaux bilingues**, en Alsace et dans d'autres régions françaises. **Le constat est édifiant, au détriment de notre région où la langue est largement dévalorisée.**

● **Thierry Kranzer, vous vous êtes intéressé avec méticulosité à la signalétique bilingue en Alsace, un des volets de la politique linguistique souvent affichés ici avec une certaine fierté. Mais le constat est effrayant dites-vous. Serait-ce un échec complet ?**

L'Alsace, contrairement à la Corse, au Pays Basque, à la Bretagne et même l'Occitanie, n'est toujours pas, en 2021, capable de faire respecter le sacro-saint principe de taille de caractères identique entre langue nationale et langue régionale sur la signalétique publique. Malgré les recommandations des Assises de la langue régionale rassemblées par Philippe Richert en 2014 et les recommandations du Groupe Alsace réuni par Jean Rottner en 2018, le paysage alsacien s'est petit à petit recouvert de plaques de rue aux graphies extrêmement défavorables à la langue régionale. Caractères minuscules et en italique, format réservé aux langues mortes. Le constat est cinglant : faute d'une véritable culture de politique linguistique s'appuyant sur un inventaire des meilleures pratiques nationales et internationales, la politique de la région s'est traduite par un cas d'école de mauvaise gouvernance linguistique en Alsace et finalement de mauvaise utilisation des fonds publics.

● **Votre constat est sévère...**

Au lieu de promouvoir la langue régionale par une ambitieuse visibilité, la Région Alsace, puis Grand Est, a, au cours des dix dernières années, financé à coup de centaines de milliers d'euros l'infériorisation de la langue régionale dans l'espace public. Non seulement nous étions la dernière grande région linguistique de France à ne pas respecter le principe d'égalité de taille de caractères, mais l'Alsace a réussi le coup de force digne d'un nouveau chapitre de la psychanalyse de l'Alsace, de voir diminuer, au fil des ans, la taille des caractères en alsacien.

● **Vous avez mené l'enquête. Concrètement, qu'avez-vous constaté sur le terrain ?**

Dans certaines communes la taille des caractères est passée de 3,5 centimètres à 1,8 cm. Et même à 1,3 cm à Eguisheim qui a ainsi inventé le concept de miniaturisation extrême de notre langue. J'ai aussi noté, autour de Colmar, que les tailles des caractères diminuaient au fil des ans



PHOTOS DR

dans certaines communes. Quand j'ai appris au maire d'Andolsheim que les nouvelles plaques bilingues posées en 2020 dans sa commune avaient des caractères de 1,8 centimètre pour l'alsacien, contre 3,5 cm sur les plaques posées en 2013, sa réponse a été d'une perspicacité glaçante : « **ce n'est pas possible car 1,8 centimètre,**

qui montre qu'en matière de politique linguistique on peut faire le pire si on n'est pas déterminé à faire le meilleur.

● **Pourtant on affiche le nombre de réalisations comme un score et avec satisfaction. A tort ?**

Pour mesurer l'action publique, les élus soucieux de vanter leur action confondent



**ce n'est pas lisible** ». Je lui ai répondu qu'il avait raison et que son analyse était d'une pertinence totale. Mais c'était bien 1,8 centimètre, résultat d'enchaînements qui ont fait que la taille ne figurait même plus sur le bon à tirer.

● **Comment expliquer qu'on en soit arrivé là en Alsace ?**

Dans les faits, faute d'une absence de direction claire des services de la région, étrangers au concept de politique linguistique, cumulée à une absence de conscience linguistique de la grande majorité des maires alsaciens et une étonnante absence critique des associations de promotion du bilinguisme, les sociétés de signalétique ont eu le champ libre et le pouvoir de faire n'importe quoi. Résultats : des tailles de caractères diminuant au fil des années traduisant inconsciemment l'intérêt que les entrepreneurs accordaient à cette langue. L'absence de culture de politique linguistique fait que, dans un domaine aussi anodin que la signalétique bilingue, l'ambition de promouvoir la langue régionale s'est heurtée à une succession de défaillances humaines. Finalement, la gestion de la signalétique bilingue en Alsace est devenue un cas d'école

allègrement moyens et résultats, comme le montrent les trois millions d'euros annuels gracieusement offerts par les collectivités alsaciennes à l'Education nationale sans obligation de résultat en contrepartie pour ouvrir des classes bilingues. En matière de signalétique bilingue, on aurait tort de mesurer la pertinence de la politique aux centaines de milliers d'euros dépensés. Le seul critère pertinent de mesure est le nombre de panneaux de rues posés en Alsace depuis 2010 par exemple avec des caractères de taille identique. Le résultat est effrayant, à part pour La Petite Pierre/Lützelstein, Hirtzbach et Niederschaeffolsheim. Ainsi le nombre de villages ayant bien fait les choses se compte sur les doigts d'une main... pour 300 communes dotées de plaques de rue bilingues.

● **Il y a souvent aussi des différences de typologie qui n'ajoutent rien à la mise en valeur...**

Effectivement, le spectacle est assez désolant quand on traverse les villages du Sundgau ou de la Route des Vins. Partout des écritures tellement petites qu'elles sont illisibles et dans un format généralement italique qui dénote une

ambiance d'ode à la langue morte plutôt que l'expression de fierté du patrimoine linguistique dans une région qui aurait l'ambition de sauver sa langue. Les ratés de la promotion de la signalétique bilingue offrent une étude de cas révélatrice sur l'absence de cadre, de direction et d'harmonisation à l'échelle de la région pour promouvoir la langue dans l'espace public.

● **Et ailleurs ?**

Entre 2015 et 2018, je me suis rendu au Pays Basque, en Corse, en Bretagne et en Occitanie, et plus précisément en Haute-Garonne, où j'ai été témoin de la pause des premiers panneaux bilingues, et dans le Tam où chaque entrée du département est marquée d'un panneau annonçant fièrement « Bienvenudad ». On constate dans toutes ces régions une belle harmonisation et homogénéité de la signalétique bilingue qui vient servir l'attractivité et l'originalité culturelle du territoire, là où en Alsace la langue est folklorisée.

● **Que faudrait-il faire alors en Alsace ?**

La nouvelle stratégie de politique linguistique adoptée par la nouvelle Collectivité Européenne d'Alsace offre une immense opportunité. Celle d'institutionnaliser en Alsace une véritable politique linguistique basée sur des objectifs chiffrés dans le temps et dans l'espace. Et surtout, un cadre de redevabilité qui viendra annuellement éprouver les engagements pris pour initier les mesures correctives nécessaires en transparence avec le mouvement associatif. A ceux qui n'ont pas compris que cet office public ne fera pas doublon avec l'OLCA, il faut rappeler qu'au Pays Basque, on distingue un Institut chargé de l'animation culturelle et un Office public chargé de la politique linguistique. L'autre initiative urgente qui pourrait s'avérer salutaire est d'adapter à l'Alsace l'initiative corse consistant à doter chaque conseil municipal d'un conseiller municipal en charge de la langue alsacienne. Ces conseillers linguistiques pourraient être initiés en début de mandat aux fondamentaux de politique linguistique et seraient amenés à garantir que la taille des caractères dans l'espace public ou les messageries téléphoniques en alsacien soient respectés.

Propos recueillis  
par **Joël Hoffstetter**

4 juillet 2021